

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.620 du 24 février 2000

A.84.726/XIII-1182

En cause : **la Société en commandite simple
ALEXANDRE,**

ayant élu domicile chez
Me Yves DOHEN, avocat,
rue de Namur 69
4000 Liège,

contre :

**le Gouverneur de la Province
de Liège.**

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 juin 1999 par la société en commandite simple ALEXANDRE qui demande l'annulation de la "décision du 20 avril 1999 de Monsieur le Gouverneur de la Province de Liège déclarant recevable mais non fondé le recours introduit par la requérante à l'encontre de la délibération du conseil échevinal de la ville de Liège du 30 décembre 1998";

Vu l'arrêt n° 81.915 du 26 juillet 1999 rejetant la demande de suspension de l'exécution de l'acte attaqué;

Vu la notification de l'arrêt aux parties;

Vu le rapport de M. DEROUAUX, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de

l'article 15ter de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2000 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 17 février 2000 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, conseiller d'Etat;

Entendu, en ses observations, M. G. CORMEAU, attaché, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. QUINTIN, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par l'arrêt n° 81.915 du 26 juillet 1999, le Conseil d'Etat a rejeté la demande de suspension de l'exécution de l'acte attaqué; que ledit arrêt a été notifié à la requérante le 10 août 1999;

Considérant que la requérante n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de cet arrêt; qu'en application de l'article 17, § 4ter, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat elle est présumée se désister de l'instance,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge de la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre, le vingt-quatre février deux mille par :

MM. LEROY,	conseiller d'Etat, président f.f.,
SCOHY,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président f.f.,

G. SCOHY.

M. LEROY.